

L'écologie en questions

La préoccupation écologique est devenue prédominante au sein de la population, qui réclame désormais des mesures. Réalisée par iVOX pour *Moustique* et *Humo*, cette enquête nationale le prouve: l'écologie n'est plus réservée à quelques bobos.

Texte:
**Catherine
Ernens**

Les curseurs sont au vert. La transition est en route et semble annoncer un changement radical de société. Les questions environnementales sont devenues une préoccupation pour une majorité d'entre nous, tandis que le réchauffement climatique et la pollution nous inquiètent massivement. Nous réclamons que les politiques prennent des mesures fortes. Nous voulons que ça

bouge. Nous commençons même à adopter de nouveaux styles de vie et nous nous mettons à voter en ce sens. Tous les curseurs? Non. D'abord, nous nous sentons impuissants face au changement climatique. Les jeunes en particulier, ceux-là mêmes qui devront prendre le relais de la sauvegarde de l'humanité dans les décennies à venir. Ensuite, nous ne sommes pas prêts à payer individuellement plus cher nos billets d'avion, notre viande ou nos entrées aux festivals. Pour nous, ce sont les grosses entreprises polluantes qui doivent être taxées. →

Nous sommes très préoccupés par les enjeux environnementaux

L'écologie fait le carton plein au sein de la population. Au point que l'environnement est devenu un enjeu aussi important que la stabilité économique. Aujourd'hui, 80 % des Belges francophones se disent personnellement préoccupés par ce changement climatique. Une majorité presque aussi importante s'inquiète de la pollution de l'air due à la circulation et à l'industrie (sept sur dix) et le manque d'eau (sept sur dix aussi). Une alarme, concernant la menace de coupures d'électricité, a-t-elle retenti dans les consciences au moment où les gens ont été sondés en raison de l'actualité? Six personnes sur dix craignent une pénurie d'électricité en hiver. *"Ce sont des résultats très encourageants. Et il est très intéressant que le lien se fasse aujourd'hui entre le réchauffement global et les pollutions de l'air locales. Cela peut donner plus de force aux actions qu'on peut mener pour réduire l'un et l'autre"*, pose Marc Mormont, sociologue des ques-

tions liées à l'environnement de l'ULiège. Une majorité de répondants pense s'intéresser davantage à la question environnementale et climatique. Et les enfants ont rendu plus sensible à ces questions un répondant sur cinq.

Tableau idyllique? Non. Quatre Belges sur dix sont convaincus qu'il est déjà trop tard pour inverser le changement climatique. Et ce pourcentage grimpe à un jeune francophone sur deux et presque autant chez les Flamands. *"C'est inquiétant qu'autant de jeunes pensent qu'on ne peut plus rien faire. Cela doit être lié au manque de confiance global dans les institutions"*, suggère Marc Mormont.

La pollution de l'air a influencé le vote
DE 37 % DES FRANCOPHONES.

Un cours d'écologie pour nos enfants

Un cours d'écologie verra-t-il le jour plus facilement qu'un cours de philo? Pour la plupart des Belges francophones, en tout cas, les pouvoirs publics devraient former la jeune

génération dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique. 86 % de nos compatriotes se prononcent en faveur de la création d'un cours d'"éducation écologique" à l'école.

Nous voulons que politiques et entreprises se bougent

Pour les Belges francophones, les pouvoirs publics et les entreprises doivent trouver des solutions. L'action écologique est réclamée avec force, plus encore par les jeunes et les plus diplômés. Huit Belges francophones sur dix estiment que les actions mises en place par les pouvoirs publics sont insuffisantes pour lutter contre le changement climatique. Cela se traduit par un choix électoral: une personne sur cinq déclare que la qualité et la pollution de l'air ont joué un rôle déterminant dans son choix de vote lors des dernières élections. Et pour une autre personne sur cinq, la qualité de l'air a au moins joué un rôle dans son choix du 14 octobre dernier. La vague politique verte repose donc sur des convictions, de l'adhésion et non pas simplement sur une humeur ou un vote de protestation.

En revanche, le simple citoyen se sent impuissant. Moins d'une personne sur dix se reconnaît comme principale responsable des problèmes environnementaux. Et six personnes sur dix ne s'estiment pas capables, en tant que simples citoyens, de lutter elles-mêmes contre le réchauffement de la planète. Un tiers des personnes interrogées déclare même que les préoccupations environnementales relèvent d'un problème de riche. Quatre personnes sur dix estiment que seules des règles globales peuvent réduire le réchauffement climatique et que les efforts des citoyens sont inutiles. On notera ici une différence entre Flamands et francophones: le Flamand pointe du doigt la responsabilité des pouvoirs publics tandis que le francophone, qui est globalement plus sévère, l'attribue autant aux pouvoirs publics qu'aux entreprises.

"Il y a une conscience du danger et des risques chez les gens. Mais la plupart imaginent que la lutte contre le réchauffement va entraîner des pertes de revenus et de

l'inconfort. On présente trop souvent les actions en faveur de l'environnement comme des pertes. Or ces mesures peuvent au contraire considérablement améliorer la vie des gens. Diminuer le nombre de voitures en circulation va ramener de la qualité de vie, par exemple. Mais on manque aujourd'hui d'une offre politique crédible qui va dans ce sens", explique Marc Mormont.

La transition est en route. "Peu de questions sociétales suscitent une telle adhésion", souligne Éric Lambin, géographe et expert en sciences de l'environnement à l'UCL et à l'université de Stanford. Et ce phénomène entraînerait qui plus est un effet boule de neige. "Quand on arrive à un tel degré, c'est-à-dire à 80 % de la population, trois leviers se mettent alors en marche pour porter le mouvement de transition. Tout d'abord, tous les partis politiques ont intérêt à mettre en œuvre un programme incluant le développement durable. Ensuite, cette adhésion massive va certainement marquer les chefs d'entreprise qui vont aussi adopter de nouvelles mesures et communiquer là-dessus. Le troisième mécanisme qui permet de changer le mouvement d'échelle, c'est l'arrivée de nouvelles normes sociales, de valeurs partagées. En dévier serait sanctionné."

Nous voulons taxer les gros pollueurs et investir dans l'énergie verte

Je veux que les pouvoirs publics taxent les gros pollueurs... Pour autant que le prix de ma viande n'augmente pas. Voilà l'état d'esprit dans lequel nous sommes lorsqu'on nous demande que faire concrètement pour redresser la barre environnementale. Sept personnes sur dix trouvent que créer des zones de basse émission est une bonne idée. Huit personnes sur dix réclament des investissements conséquents dans l'énergie solaire et éolienne. Neuf personnes sur dix réclament des taxes plus fortes pour les entreprises polluantes.

Mais un tiers des sondés seulement accepterait que les éleveurs, par exemple, répercutent ces taxes sur le consommateur. Une moitié accepterait de payer son billet d'avion plus cher tout comme son café, son chocolat ou son entrée aux festivals. Là où nous sommes le plus d'accord de mettre la main au portefeuille, c'est pour payer une taxe sur les produits ménagers polluants. La moitié d'entre nous estime aussi qu'interdire les centres urbains aux voitures est

une bonne idée mais... L'autre moitié est carrément contre. Et 40 % des Belges francophones sont favorables à un système de tarification routière.

Les Belges ne se sentent-ils donc pas personnellement responsables de devoir changer leur mode de vie? "On peut voir ça comme ça. Mais les petites actions individuelles n'ont pas tellement d'impact sans un plan politique global. Là, les gens sont plutôt réalistes. Il faut un nouveau deal écologique. On a besoin de la bonne volonté des gens, mais pour des changements structurels, analyse Marc Mormont. Pas mal de gens sont pour des piétons. Ils veulent une ville plus agréable. Il faudrait faire ça dans d'autres domaines comme le logement. Il y a des millions de logements en Belgique à équiper, à rénover. Si on faisait un effort, cela supposerait des budgets et une organisation. Qui osera mettre 10 milliards sur dix ans pour faire ça? Cela aurait pourtant des bénéfices économiques et en plus écologiques, cela créerait de l'emploi. Il faut du courage politique. Moi, je rêve d'une initiative qui traverse tous les partis. Est-ce possible?"

86%

Taxer les grosses entreprises polluantes.

83%

Investir dans les parcs éoliens et les panneaux solaires.



Le sac réutilisable, les ampoules économiques et les toilettes équipées d'un bouton-poussoir économique sont passés dans les habitudes de 75 % DES BELGES FRANCOPHONES.

Nous changeons nos habitudes de vie

C'est une tendance lourde et généralisée: 80 % des Belges francophones estiment que nous devons changer nos habitudes de vie et réduire notre niveau de consommation. Mais de la théorie à la pratique... Six répondants sur dix estiment qu'il est tout simplement impossible de penser aux conséquences pour l'environnement dans chaque décision. Parmi les freins, l'idée qu'un mode de vie plus écologique est trop coûteux reste fréquemment avancée, encore plus chez les jeunes. Quand nous achetons nos aliments, nous ne sommes ainsi que 10 % à penser à l'impact environnemental et 24 % à privilégier le "local" et "de saison".

Si seulement 4 % des Belges francophones ont arrêté de consommer de la viande ou du poisson, près de 30 % sont désormais "flexitariens" pour réduire leur consommation de protéines animales. Ce choix est fait massivement par les personnes inquiètes pour le climat et plus souvent par les femmes, les jeunes et les Bruxellois. Le sac réutilisable, les ampoules économiques et les toilettes équipées d'un bouton-poussoir économique sont passés dans les habitudes de 75 % des Belges francophones. L'eau du robinet plutôt qu'en bouteille est adoptée par quatre Belges francophones sur dix. Mais quand il s'agit de son argent, le réflexe écologique reste anecdotique. À peine 5 % des Belges francophones disent choisir le rendement écologique pour leurs placements.

Texte:
Grégoire
Comhaire

Le règne des bobos

Ils formeraient une classe sociale à part avec ses quartiers, son mode de vie et ses préoccupations politiques. Sauf qu'ils ont mis du vert partout aux dernières élections et qu'on peut se demander s'ils n'étaient pas en fait des pionniers.

On les appelle bourgeois bohèmes, ou bien bobos pour les intimes". Avec ce premier titre de l'album "Rouge sang", sorti en 2006, Renaud revenait sur le devant de la scène après de longues années de silence. Même s'il les avait déjà habitués à mieux, il réussissait à faire rire certains de ses fans de leurs propres travers.

Épingleant cette "nouvelle classe, après les bourgeois et les pros", il mettait le doigt sur un nouveau mot à la mode pour désigner les habitants des quartiers gentrifiés des grandes villes. Jeune, éduqué, branché "culture", "voyages" et "légumes bio", le bobo serait, en quelque sorte, le nouveau visage du bourgeois des villes, mêlant ses valeurs de gauche à un certain goût pour le luxe et le confort, se donnant des faux airs d'artiste tout en explorant la notion de "bien-être" sous toutes ses formes.

Dans les villes, la qualité de vie, l'environnement ou la mobilité douce sont aujourd'hui des aspirations générales.

Pour le boulot, nous pensons toujours auto

Pour notre mobilité, nous parvenons à séduire un grand nombre de Belges francophones: à l'auto. La moitié des 87 % n'ont jamais utilisé de Belges francophones, et six tra-

voiture partagée. Pour nos citytrips, l'avion reste le véhicule choisi par la plupart des Belges francophones. Six personnes sur dix trouvent scandaleux qu'un billet de train pour Paris coûte plus encore 40 % à le faire en voiture. Les Belges francophones préoccupés par le climat et la pollution de l'air ne laissent pas beaucoup plus souvent leur voiture au garage par rapport à ceux qui ne s'en préoccupent pas.

Mais le changement est dans l'air. Quatre personnes sur dix ont déjà cherché un emploi plus proche de leur domicile afin de réduire leur temps de trajet. Et quatre sur dix déclarent que leur prochaine voiture devra être impérativement moins polluante par rapport à d'autres modèles.

Trois Belges sur dix utilisent leur vélo au moins une fois par semaine. Mais jusqu'à présent, la mobilité partagée n'est pas encore

QUATRE PERSONNES SUR DIX
déclarent que leur prochaine voiture
devra être impérativement moins polluante
par rapport à d'autres modèles.

Difficile pourtant de trouver une définition claire du bobo, qui irait au-delà de tous les clichés qu'il véhicule. Né aux États-Unis, le terme fait pour la première fois son apparition dans la langue française en juillet 2000, dans un article d'Annick Rivoire publié dans *Libération*. Il s'installe ensuite dans le vocabulaire populaire, non sans une certaine connotation péjorative, qui en fait un attribut dont personne n'ose vraiment se revendiquer.

Une élite qui n'en est pas une

"Utiliser ce mot aujourd'hui, c'est faire preuve d'un biais idéologique suspect", estime la journaliste et auteur Myriam Leroy, qui a publié un livre humoristique sur le sujet en 2012 (Les bobos, la révolution sans effort, éditions Renaissance du livre) mais n'est pas certaine qu'un tel exercice serait possible six ans plus tard, tant le terme a été galvaudé. "Le mot est utilisé comme une insulte, tant par des gens comme Jean-Luc Mélenchon que par Marine Le Pen. Dans un cas comme dans l'autre, il désigne une sorte d'"élite sociale", qui serait déconnectée de la réalité des "vraies gens". En réalité, il sert surtout à stigmatiser une partie de la population qui a sans doute un capital culturel plus important."

Chez ses détracteurs, le bobo représente une sorte d'élite intellectuelle et culturelle, que l'on dénigre à gauche comme à droite en fonction de sa propre représentation du monde. Chez nous, il est notamment utilisé pour désigner avec mépris les électeurs du parti Écolo. Dans les stéréotypes liés à la figure du bobo, on retrouve en effet régulièrement l'attachement aux questions environnementales. Des questions qui figurent généralement assez haut dans l'ordre de priorité des personnes bénéficiant d'un niveau d'études élevé, comme le montrent plusieurs études effectuées sur le sujet.

"Plus le capital scolaire est fort, plus la probabilité de voter Écolo est forte", explique le politologue de l'ULB Pascal Delwit. Vu les résultats spectaculaires qu'a engrangés Écolo aux dernières élections communales à Bruxelles, faut-il en conclure qu'une certaine "élite bobo" est en train de prendre le pouvoir dans les centres urbains? La récente vague verte a été particulièrement marquée dans le sud-est de la capitale: 33,05 % à Ixelles, 34,57 % à Watermael-Boitsfort, pour ne citer que ces communes... Celles-ci sont caractérisées par une population au pouvoir d'achat moyen plus élevé que dans le reste de la région bruxelloise et où le niveau d'études est également plus élevé que la moyenne dans le reste du pays.

Même à Uccle, bastion libéral par excellence, la liste Écolo a bondi de 16 % à 27 %, privant du même coup le bourgmestre sortant Boris Dillies (MR) de sa majorité absolue. Mais le chef de file Écolo à Uccle, Thibaud Wyngaard, ne fait pas pour autant le constat d'une "boboïsation" de sa commune. Selon lui, la sociologie de la commune n'a pas fondamentalement changé en six

ans, et certainement beaucoup moins que dans d'autres communes de la région bruxelloise. *"Il y a eu des nouveaux projets immobiliers dans la commune, mais des projets de tous types. Avec des logements de haut standing, des logements moyens et même des logements sociaux."*

Ce que Thibaud Wyngaard constate toutefois, c'est l'explosion, ces dernières années, d'initiatives qui démontrent une vraie conscientisation de la population uccloise par rapport aux →

→ questions climatiques et environnementales. *"On a vu émerger, partout dans la commune, des initiatives citoyennes comme des GAS (Groupes d'achat solidaire - NDLR), des potagers et des composts collectifs, ou des services d'échanges locaux (SEL). Ça n'existait pratiquement pas quand je suis devenu conseiller communal il y a 12 ans."* Uccle en est le meilleur indice: le citoyen des villes se préoccupe davantage d'environnement qu'autrefois. Les partis traditionnels n'ont pas toujours saisi l'importance de ce changement structurel.

Plus qu'ailleurs en Belgique, Bruxelles est une ville qui connaît un très fort taux de renouvellement de sa population. Près de 20 % de la population qui y a voté en 2018 n'y résidait pas en 2012. Tandis que les classes moyennes partent pour le Brabant wallon ou le nord du Hainaut, la ville - elle - se rajeunit, attirant un public de moins de quarante ans, ayant un niveau de diplôme élevé, et des préoccupations nouvelles.

Et s'ils n'existaient pas?

"Les habitants de Bruxelles, y compris parmi les électeurs traditionnels du MR, attachent une importance croissante à la qualité de vie, notamment la qualité de l'air, le bruit ou le projet scolaire dans l'école de leurs enfants, poursuit Pascal Delwit. Lors des dernières élections communales, il est frappant de constater à quel point le MR était en décalage complet par rapport à ces enjeux dans certaines communes bruxelloises. À Bruxelles-Ville ou à Forest, par exemple, ils faisaient même campagne pour qu'on augmente le nombre de places de parking ou qu'on supprime les zones 30! Ce décalage peut expliquer qu'une partie de leurs électeurs traditionnels aient reporté leur vote vers Écolo."

Les villes évoluent donc du point de vue sociologique. Mais c'est avant tout les consciences qui sont à un tournant. Et il s'agit d'une tendance de fond, selon Thibaud Wyngaard, qui devrait encore se confirmer dans les prochaines années. *"On dit toujours que le vote Écolo est en dents de scie, mais aux communales à Bruxelles, nous augmentons de manière continue depuis 2006."* La question climatique devient une préoccupation majeure chez un nombre croissant de citoyens. *"Or, les villes ont un rôle primordial à jouer dans la transition écologique."*

Ailleurs en Europe, on constate la même tendance de fond dans beaucoup de grandes villes: intérêt accru pour la qualité de vie, l'environnement et la mobilité douce chez les habitants, et des projets en ce sens portés par des majorités pas forcément de gauche. C'est le cas à Bordeaux, en France, une ville gouvernée par la droite, dont le maire n'est autre qu'Alain Juppé. Mais si cette tendance est nette et structurelle dans les centres urbains, elle n'est pas encore aussi marquée dans les campagnes ou dans les zones périphériques. En témoigne un vote Écolo plus volatil en Wallonie ou dans des régions au pouvoir d'achat moins élevé.

De quoi accentuer encore la stigmatisation du bobo? Un ouvrage publié cette année par plusieurs sociologues français entend casser à tout prix ce cliché. Dans *Les bobos n'existent pas*, ces scientifiques estiment que le terme "bobo" induit une vision naïve du changement urbain, en plus d'avoir été récupéré par l'extrême droite qui s'en servirait pour convaincre ses électeurs que la gauche "s'éloigne des classes populaires, et des vrais problèmes" sociaux et économiques au profit de certains "débat sociétaux" qui ne préoccuperaient que les fameux bobos". Dans certains pays d'ailleurs, le terme "bobo" n'existe pas, tout simplement. ✖

Les gestes qui sauvent

Le bulletin du Belge francophone en matière d'écologie atteint à peine 3 sur 10 en moyenne. Et cela, qu'il soit préoccupé ou non par le climat. Testez ici votre capacité à avoir les bons réflexes... - Texte: Catherine Ernens -

Les personnes interrogées dans notre enquête ont été soumises à sept choix et ont dû déterminer ce qui était le moins polluant et écologique. Les réponses n'ont guère été brillantes. Le score moyen est en dessous de 3 sur dix. Il faut dire que les choix sont parfois cornéliens en matière d'empreinte écologique et soumis à des nuances. Pour rappel, l'empreinte écologique est la mesure de l'impact qu'on a sur l'environnement. On vous livre les questions, les réponses et quelques explications.

1. Acheter des légumes frais ou des surgelés?

Vous êtes nombreux à le savoir: les légumes surgelés ont été soumis à des traitements, des conditionnements et sont énergivores. Ils sont donc une option moins écologique que les légumes frais, de saison et produits en circuits courts. Si vous achetez des tomates en hiver, elles auront sans doute pris l'avion ou poussé sous des serres chauffées pour atterrir dans votre assiette. Côté gaspillage, toutefois, les légumes surgelés sont consommés en quantité raisonnée et ne risquent pas de pourrir inutilement au fond d'un frigo. *"Le top du top, c'est le légume frais, local et de saison. Si en plus il est bio, donc cultivé sans pesticides, c'est encore mieux. Après ce sont des choix personnels: du bio qui vient de loin ou du traditionnel local. Le surgelé est globalement moins écologique, mais il vaut mieux acheter du surgelé local et de saison que du frais venant d'Espagne. Entre deux produits identiques, cela n'est pas toujours évident"*, explique Renaud De Bruyn, expert chez Écoconso.

2. Avoir un chat ou un chien?

C'est une question qui laisse tout le monde perplexe tout simplement parce que l'animal de compagnie est rarement envisagé sous son empreinte écologique. Or, des chercheurs américains ont récemment estimé que posséder un chien de taille moyenne était plus polluant que posséder un 4x4,

eu égard à sa consommation de viande transformée. Le chat, plus petit en taille, consomme moins... même si nos félins chéris sont de plus en plus souvent obèses. Le WWF vient d'ailleurs de lancer une campagne sur ce thème pour conscientiser à la disparition des jaguars à l'heure où nos chats sont trop nourris. *"L'empreinte écologique des chiens dépend de leur taille et de combien ils mangent. La nourriture que vous achetez pour votre animal domestique est principalement de la viande et la viande a une empreinte considérable"*, explique-t-on chez WWF. Or un ménage belge sur deux détient aujourd'hui un animal de compagnie. Et la domestication des animaux remonte à la nuit des temps. *"La pet food ainsi que son emballage représentent une lourde charge environnementale. Pour l'alléger, on peut limiter la viande, doser scrupuleusement les apports selon les besoins stricts de l'animal, réduire autant que possible les emballages ou préparer des rations ménagères si on a le temps et la compétence"*, ajoute-t-on chez Écoconso.

3. Manger du yaourt en pot de plastique ou de verre?

Il n'y a en Belgique qu'une seule marque de yaourt qui propose un contenant en verre consigné. Les autres pots en verre seront recyclés mais ils demandent beaucoup plus d'énergie pour ce faire. Dans tous les cas, les pots de yaourt sont polluants. Quant à l'aspect santé, en revanche, le verre est neutre tandis que le plastique est suspecté. Des microparticules de l'emballage peuvent migrer sous des formes cancérigènes ou de perturbateurs endocriniens. *"Il vaut mieux faire ses yaourts soi-même avec des pots en verre réutilisables. Ou se tourner vers la seule marque de yaourt en bocaux consignés"*, explique Renaud De Bruyn.

4. Aller à Milan en voiture ou en avion?

En fait, il vaudrait mieux prendre le train ou le bus... Mais entre l'avion et la voiture, c'est la voiture qui gagne. En avion, l'aller-retour de 1.430 kilomètres

produira 562 kg de CO₂ par passager. En voiture, le trajet fera 1.800 kilomètres (c'est moins direct) mais en émettra 216 kg par voiture. Si vous êtes plusieurs, vous réduirez encore ce montant. Le week-end à Milan à deux sera donc cinq fois moins polluant en voiture qu'en avion. Des outils en ligne permettent de faire ces calculs pour n'importe quel trajet (<http://quizz.ademe.fr/eco-deplacements/comparateur/>).

5. Manger du haché de volaille ou de bœuf?

Peu de gens le savent, mais la volaille est produite plus rapidement et a donc une empreinte écologique moins visible. En plus, elle est une viande blanche qu'on préférera en termes de santé. *"Il faut limiter la viande rouge à la fois pour l'environnement et la santé. Si on aime le bœuf, on peut continuer à en manger, mais trois fois moins en alternant avec des protéines végétales"*, explique Renaud De Bruyn. Être flexitarien, c'est tendance, mais aussi la meilleure des solutions, à défaut de ne plus manger de viande du tout.

6. La climatisation ou les fenêtres ouvertes?

Des recherches ont montré que, tout au long de l'année, la climatisation embarquée dans nos

voitures augmenterait de 10 % les émissions de gaz à effet de serre du parc automobile européen.

"Cela est dû, d'une part, à une consommation de carburant supérieure de 20 à 40 % lors de l'utilisation du système de climatisation, d'autre part, aux émissions constantes des réfrigérants", explique Koen Stuyck, porte-parole de WWF Belgique. Mais pour rester concentré sur une longue route, la clim reste la meilleure option tandis que les fenêtres ouvertes ne sont pas efficaces pour rafraîchir la voiture. *"Le mieux, c'est de limiter l'usage de la climatisation et, certainement en ville, d'opter pour des alternatives à la voiture. L'avenir, c'est le vélo et la trottinette"*, conseille Jonas Moerman, d'Écoconso.

7. Manger des produits laitiers ou de la viande de porc?

Entre le yaourt et la côtelette, votre empreinte écologique ne balance pas. Elle est tout aussi élevée. Voilà qui a surpris aussi les personnes interrogées. Le yaourt semble pourtant meilleur pour la santé. On notera enfin que le porc a une empreinte écologique plus faible que le bœuf. *

LES+

- Les bonnes habitudes à prendre.

Nos bonus sur
www.moustique.be/lesplus

